

Pack BUSINESS
Pour grandir



BANK OF AFRICA
BMCE GROUP

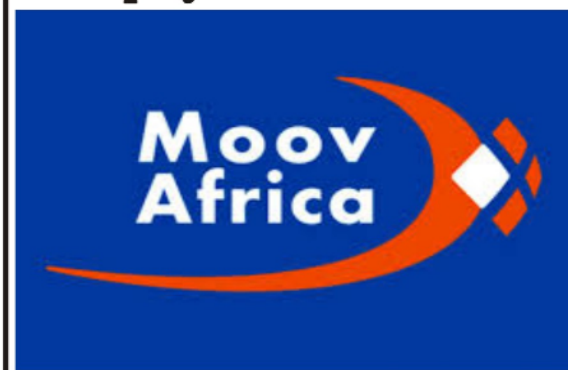
www.boatogo.com

COMMUNICATION ELECTRONIQUE :
Des tarifs 25 fois plus chères au Togo par rapport aux pays de l'UEMOA P.4

www.lemedium.info

LE MEDIUM

Hebdomadaire d'Informations #
Société - Politique - Economie - Développement - Culture



N° 0487 du 08 au 14 Février 2022- Prix : 250 F CFA

ECONOMIE :
Les activités de constructions en hausse de 9,9% au 3è trimestre 2021 P.4

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PIP) :
SANDRA ABLAMBA JOHNSON
lance les travaux d'élaboration de la période 2023-2025



Des maçons sur un chantier

P.3



Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre - Secrétaire Générale de la Présidence de la République.



ÉDUCATION :
Validation du budget du PAQEEB P.5



Prof Dodzi Kokoroko, ministre des Enseignements primaire et secondaire

EmploiTogo.com
Des annonces, des offres d'emploi, une banque de Cvs, des formations.
Journalemploi.com Tel 22 20 05 53

COLLOQUE

THÈME
« Laïcité, religions et traditions : quelle spiritualité pour une cohésion sociale en Afrique ? »

DATE / HEURE : MARDI, 15 FÉVRIER 2022 / 8H30 À 13H
Lieu : Maison de l'Avocat (Palais de Justice)

Tél. 90 19 34 85 Email : idefcicca@yahoo.com

Météo du jour
Matin:
Ensoleillé dans l'ensemble 32°C
Après-midi:
Ensoleillé dans l'ensemble 25°C

EDITO
HUMILITÉ ET SIMPLICITÉ

L'homme nait bon, C'est la société qui le corrompt, dit-on.

Si la vie est simple, il faut une dose d'humilité pour la vivre. HUMILITÉ dans tous nos actes, HUMILITÉ envers notre prochain. Et qui parle d'humilité, allie nécessairement la simplicité.

Avons-nous aujourd'hui besoin d'être orgueilleux, vantard, suffisant, gonflé, exécra- ble vis-à-vis de nos prochains? Nous ne le pensons pas. Au contraire, nous devons nous évertuer chaque jour que Dieu fait de cultiver, dans le champ sélect de l'humilité. Nous devons ainsi donc apprendre à être humble et rendre notre existence aisée.

Nécessité donc pour l'humain que nous sommes et demeurons de réfléchir par deux fois avant d'agir et parfois de réagir pour ne pas choquer autrui.

Urgence pour nous, créatures de Dieu, d'adopter la simplicité également comme mode de vie sociétale.

Crédo TETTEH

PAEIJ-SP :

17 milliards FCFA alloués, 800 000 emplois créés en 05 ans

Cinq ans après le début de sa mise en œuvre (2016), le *Projet d'Appui à l'Employabilité et à l'Insertion des Jeunes dans les Secteurs Porteurs (PAEIJ-SP)* a tenu ses engagements, à savoir promouvoir l'emploi durable dans les secteurs porteurs, et financer, sans risque, le secteur agricole. Au 31 décembre dernier, toutes les prévisions initiales ont été largement dépassées.

Ainsi, plus de 17,2 milliards FCFA ont été alloués à 23 PME/PMI depuis 2016, alors que le projet, cofinancé par le gouvernement et la BAD, tablait initialement sur une prévision de 7,5 milliards pour 12 PME/PMI.

Surtout, plus de 55 000 emplois directs (27% de femmes) et environ 750 000 emplois saisonniers (38% de femmes) ont été créés autour de la trentaine d'entreprises appuyées. A ses débuts en 2016, le projet visait la création de 20 000 emplois directs et 150 000 emplois indirects.



La PM Dogbé et sa délégation....



...en visite de terrain.

Les voyants sont également au vert en termes d'accompagnement technique, l'un des volets du Projet. A la fin d'année dernière, plus de 3000 groupements agricoles ont été appuyés (contre 1000 prévus), et 1400 jeunes ont été formés sur les préalables de la création d'entreprises et l'élaboration des plans d'affaires.

Une donnée non-négligeable, si l'on considère que "le PAEIJ-SP a fait le choix de promouvoir l'entreprenariat des jeunes dans le développement de l'agriculture durable, compte tenu du potentiel de croissance et d'insertion de jeunes, en termes d'emplois

salariés et non-salariés", selon l'un des responsables du projet. D'ailleurs, poursuit-il, "la stratégie est basée sur l'approche chaîne de valeur et le développement de clusters agro-industriels, afin de consolider la base industrielle du pays. Toutes les étapes sont donc suivies, depuis la structuration jusqu'à l'obtention du crédit, et son utilisation".

Dans ce sens, de nombreuses visites de terrain ont été menées durant ces cinq ans, par les principales autorités du pays, afin de constater, de visu, la pertinence du projet et les impacts réels sur les populations.

Résultat, dans les filières où il a été mis en œuvre (maïs, manioc, soja, élevage de petits ruminants et de volailles), le mécanisme a fait émerger des champions nationaux comme Agrokom ou encore la JCAT, qui font rayonner le soja togolais à l'international.

A moins d'un an de sa clôture, désormais, l'objectif pour les principaux acteurs est de réfléchir à sa pérennisation et à la sauvegarde des emplois créés depuis 2016.

Source :

@Republiquetogolaise.com

IFFD-OTR : Fin de formation des inspecteurs des finances publiques pour la promotion "Faure Essozimna GNASSINGBE 1&2"

Les deux premières promotions de l'Institut de formation fiscale et douanière (IFFD) de l'Office togolais des recettes (OTR) ont reçu, le 31 janvier 2022, leur diplôme de fin de formation. C'était au cours d'une cérémonie solennelle, à l'auditorium de l'Université de Lomé, en présence du ministre des Enseignements supérieur et de la recherche, Majesté Ihou Watéba, et du Commissaire Général de l'OTR, Philippe Kokou Tchodiè.



Une vue de l'assistance lors de la rencontre

Ils sont au total 132 auditeurs, issus de l'office togolais des recettes (OTR), des impôts et douanes du Niger et du secteur privé, à recevoir leur diplôme de fin de formation.

Les récipiendaires, les deux premières promotions dénommées Faure Essozimna GNA-

SINGBE, sont désormais des Inspecteurs des finances publiques prêts à servir.

En leur remettant le précieux sésame, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Majesté Ihou Watéba, a félicité ces nouveaux inspec-

teurs des finances publiques. Il a invité l'IFFD de l'OTR à garder le cap pour un enseignement de qualité et opter pour la culture du travail bien fait.

Notons que les inspecteurs des finances publiques, résultat de la fusion des grades d'inspecteurs

des impôts et d'inspecteurs du trésor, sont des fonctionnaires appartenant à un corps de catégorie A de la Direction générale des Finances publiques, au sein du ministère de l'Économie et des finances.

@macite.info

TOGOSTARTUP.COM

Nous aidons les entrepreneurs à vendre ou à transmettre leurs entreprises à d'autres entrepreneurs. Vous allez prendre votre retraite, voyager, vendre votre fonds de commerce, nous sommes là pour vous trouver des repreneurs fiables.

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

EMPLOITOGO.COM

PUBLIER VOS OFFRES D'EMPLOI ET RECRUTER LE MEILLEUR CANDIDAT SUR EMPLOITOGO.COM

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

EMPLOIENPOCHE.COM

PUBLIER VOS APPELS D'OFFRES, VOS MARCHES PUBLICS -INSCRIPTION COMME PRESTATAIRE

PRIX D'UNE ANNONCE : 10 000 FCFA

Whatsapp : 91 06 88 07 - 9612 04 24

Paiement par tmoney ou flooz

info@sogesti.net

SOGESTI REVENDEUR DES LOGICIELS SAGE

Nos consultants certifiés SAGE mettront leur expérience et leur savoir-faire à votre service pour vous accompagner dans tous vos projets. Du commercial, au consultant en passant par votre chef de projet dédié, vos interlocuteurs clés assurent l'installation, le paramétrage personnalisé, la formation, le support technique ainsi que la maintenance de votre système de gestion Sage.

Sage compta monoposte à partir 600 000 FCFA

sage gescom à partir de 600 000FCFA

sage paie rh à partir de 800 000 FCFA

Pour les installations et formations, merci de nous contacter:

NOUS JOINDRE SOGESTI GROUP

139 RUE VANLARE FACE CSTT

Whatsapp : 91 06 88 07 - 96 12 04 24

info@sogesti.net

LE MÉDIUM
Médias d'Informations

Récépissé
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC

Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 91538081
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78
N°RCCM : TG-LOM 2015A6516
NIF : 1000480972
N°CFE : 7966PP2015/2015

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Crédo TETTEH
Ali SAMBA
Infographie : JPB
Crédit Photos: KEKERE Razak
Impression : SDR
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Dodo Abalo (90 975256)

PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS PUBLICS (PIP) :

SANDRA ABLAMBA JOHNSON lance les travaux d'élaboration de la période 2023-2025

Chat échaudé craint l'eau froide. Le gouvernement l'a compris, lui qui avait peiné, avec le Programme d'investissements publics (PIP) en 2020 et 2021. Le dernier séminaire gouvernemental des 25 et 26 Juillet 2021 en était un exemple palpable. L'analyse a révélé notamment qu'il était nécessaire d'améliorer la coordination ; la préparation des projets et la lisibilité des réalisations des projets.

Par Ali SAMBA



Mme Sandra Ablamba Johnson, Ministre - Secrétaire Générale de la Présidence de la République

Pour les prochaines années, le gouvernement veut donc prendre une longueur d'avance. Les travaux d'élaboration du PIP pour la période 2023-2025 viennent d'être lancés par Sandra Ablamba Johnson, la ministre, Secrétaire Générale de la Présidence.

Selon le gouvernement, le PIP 2023-2025 sera élaboré dans le respect des réformes introduites dans la programmation des investissements publics, suite au séminaire gouvernemental qui a instruit les ministres et les autres acteurs concernés, sur la nécessité d'un suivi rapproché et régulier des actions planifiées par leurs départements respectifs, en l'occurrence, celles relatives à l'inclusion sociale couvrant les secteurs sociaux, à savoir : la santé, l'éducation, l'eau et la protection sociale, conformément à l'axe 1 de la Feuille de route gouvernementale.

" Il s'agit de respecter le cadrage budgétaire dans l'inscription des besoins d'investissement au PIP; d'augmenter le financement des investissements publics, en recourant aux apports du secteur privé, afin de soulager les finances publiques et d'éviter la répétition des mêmes investissements dans le PIP, en renforçant la coordination entre les ministères ", fait-on savoir. Pour la période retenue, les collectivités locales, les entreprises publiques et les partenariats publics-privés seront inclus dans le PIP.

Sandra Ablamba Johnson a invité, les responsables de planification et des affaires financières des départements

ministériels et des institutions de la République à s'approprier le PIP 2023-2025 ", en vue de disposer d'un programme d'investissements publics, à même de contribuer à une croissance forte et à un déploiement accru des services sociaux de base, au bénéfice des populations, au moment où notre sous-région fait face à la menace du terrorisme et de l'extrémisme violent ".

Au gouvernement, on fait savoir que les nouvelles réformes introduites dans le cadre de l'élaboration du PIP 2023-2025 témoignent de la volonté du chef de l'Etat, Faure Gnassingbé, de promouvoir l'orthodoxie financière, ainsi que le développement économique et social du Togo, car le PIP est appelé à apporter une croissance forte et un déploiement accru des services sociaux de base.

Il est aussi question d'augmenter le financement des investissements publics, en recourant aux apports du secteur privé, afin de soulager les finances publiques. Sandra Ablamba Johnson a indiqué que les départements sont tenus d'éviter la répétition des mêmes investissements dans le programme. Pour cela, il sera nécessaire de renforcer la coordination entre les ministères.

Le social et l'axe 1 de la feuille du gouvernement

Depuis quelques années déjà, le social est devenu le cheval de bataille du chef de l'Etat Faure Gnassingbé et le

leitmotiv du gouvernement. Les budgets successifs depuis 2018 témoignent de cette volonté du Président de la République de satisfaire les besoins les plus basiques des Togolais.

Pour le budget 2022, par exemple, en vue de poursuivre et renforcer les actions visant le bien-être des populations, le budget, exercice 2022, consacre aux secteurs sociaux un montant de 494,1 milliards de francs CFA contre 432,9 milliards de francs CFA dans le budget rectificatif 2021, soit une hausse de 14,1%. La part relative des dépenses sociales dans le projet de budget, exercice 2022, est de 46,6% contre 43,8 pour le collectif budgétaire 2021.

Dans le secteur de la santé, par exemple, on parle de l'élaboration et l'exécution d'un plan de réponse aux urgences sanitaires ; la mise en place de la couverture santé universelle ; du renforcement de la gouvernance dans le secteur de la santé par l'approche contractuelle, le financement basé sur les résultats et la qualité des soins et services ; du renforcement de la sécurité sanitaire et la réponse aux épidémies et autres urgences de santé publique ; et de l'amélioration de la disponibilité des médicaments, y compris les produits sanguins labiles sécurisés et les autres produits de santé de qualité et le renforcement de la lutte contre les maladies et toutes les formes de malnutrition.

Au niveau du secteur de l'eau et de l'assainissement, le

Gouvernement veillera à l'augmentation de l'accès en eau potable et à l'assainissement, à travers le renforcement de l'hydraulique villageoise dans les 5 régions, par la mise en œuvre des projets eau et assainissement au Togo (/PEAT 2) et d'alimentation en eau potable de 18 centres semi-urbain du Togo (Centrale et Kara), le projet d'accès à l'eau potable et à l'assainissement des enfants scolarisés et des populations rurales des régions des Savanes et de la Kara (PASCO 2) et le programme national de développement eau (PND Eau) et (ii) le renforcement des ouvrages et équipements d'assainissement dans les 5 régions du pays.

S'agissant de l'action sociale et de la protection sociale, l'accent sera mis sur le renforcement de la protection sociale et civile, à travers la mise en place du Registre Social Unique et le renforcement de la protection des enfants.

Les exemples sont légions dans le budget, avec les enseignements primaire, secondaire, technique et artisanat qui emporte un budget de 153 milliards de francs et le développement à la base et emploi des jeunes : avec 18,5 milliards de francs CFA.

Il faut rappeler que l'axe 1 de la feuille de route du gouvernement, relatif au Renforcement de l'inclusion et l'harmonie sociales et la garantie de la paix, vaut 539,7 milliards de FCFA soit 42,1% du budget total de 2022.

Zozo

LE GOUVERNEMENT RÉUNI À KARA



Un conseil des ministres se tient ce lundi à Kara (Nord du Togo). Plusieurs projets sont examinés, dont celui de la création d'une police des étrangers ou police touristique, destinée, selon les officiels, à renforcer l'attractivité du Togo en tant que destination d'investissement et de loisir.

Un projet de décret concernant la fixation du taux d'intérêt légal au titre de l'année civile 2022 devrait également être adopté et un autre relatif au fonctionnement du Conseil consultatif foncier.

Source : @Republicoftogo.com

RECHERCHE D'UN COMPROMIS



Trouver une sortie de crise au Mali par le dialogue et la recherche d'un compromis, prenant en compte les aspirations des Maliens et les préoccupations de la communauté internationale'.

Trouver une sortie de crise au Mali par le dialogue et la recherche d'un compromis, prenant en compte les aspirations des Maliens et les préoccupations de la communauté internationale', telle est la volonté d'Abdoulaye Diop, le ministre des Affaires étrangères du Mali, exprimée sur Twitter à l'issue d'une rencontre hier avec son homologue du Togo, Robert Dussey, lors du sommet de l'UA à Addis Abeba.

'Nous sommes à vos côtés par le dialogue pour le développement, la paix et la stabilité du Mali et du Sahel', a tweeté en réponse M. Dussey.

L'organisation panafricaine a dénoncé les coups d'Etat en Afrique. La Cédéao a imposé de lourdes sanctions contre le Mali.

Source : @Republicoftogo.com

ZOZO

TVM : LES NOUVEAUX TARIFS



Au Togo, les tarifs de la taxe sur les véhicules à moteur (TVM) pour l'année 2022 sont disponibles, à la faveur de l'application de la nouvelle Loi de Finances.

Si pour les motocyclettes (celles de plus de 125 cm³ et les trois roues), les frais des vignettes restent inchangés (respectivement 15 000 et 40 000 FCFA), de légères modifications sont apportées, avec des baisses de tarifs et la création de nouvelles puissances fiscales.

Ainsi, pour les véhicules affectés au transport de personnes, le montant de la TVM pour les 12 à 15 CV passe de 30 000 à 20 000 FCFA. Les 16 à 20 CV paieront désormais 30 000 FCFA, tandis que les plus de 20 CV devront s'acquitter de 40 000 FCFA.

D'autres modifications sont également introduites au niveau des véhicules de transports de marchandises et autres, où le tarif varie de 20 à 55 000 FCFA, selon la puissance fiscale.

Par ailleurs, précise l'administration fiscale, "le Tarif de la TVM est réduit de 50% pour les personnes physiques redevables de la Taxe Professionnelle Unique des Transporteurs Routiers (TPU-TR)".

Pour rappel, la TVM est payable en totalité une seule fois par an, dans tous les centres des impôts sur l'étendue du territoire, et au guichet de l'OTR à la direction des transports routiers. Depuis septembre 2021, le contrôle relatif à son paiement s'effectue aux points de pesage, pour les véhicules lourds de transport de marchandises et autres.

Source : @Republiquetogolaise.com

EXPO 2020 : LE TOGO VALORISE SES STARTUPS NUMÉRIQUES



Après ses Journées 'Nationale' et 'Économique', le Togo expose ce dimanche à Dubaï, le meilleur de son écosystème digital. Le pays organise en effet dans son pavillon, une 'Journée du Numérique et des Startups'. L'événement, qui démarre à 10h00 TU, sera l'occasion de mettre en lumière et de présenter au monde, les initiatives numériques togolaises les plus pertinentes, dans plusieurs domaines : santé, transports, robotique, entre autres.

Plusieurs startups sont physiquement présentes sur place, à l'instar de Gozem et eConvivial.

Pour rappel, en prélude à cette journée, un appel à pitch avait été lancé à l'endroit de toutes les startups numériques du pays.

Source : @Republiquetogolaise.com

COMMUNICATION ELECTRONIQUE : Des tarifs 25 fois plus chères au Togo par rapport aux pays de l'UEMOA

Les Togolais le criaient sur tous les toits depuis bien longtemps. Ceux qui viennent d'autres pays et séjournent pour quelques jours ou semaines au Togo s'en plaignent. Le coût de communication est trop cher. Les opérateurs de téléphonie mobile nient souvent les faits et font croire d'ailleurs que le Togo est parmi les pays qui proposent des tarifs moins chers de la sous-région. Ils viennent d'être pris, la main dans le sac, par l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes (ARCEP).

Par Koudjoukabalo

L'analyse comparative entre les tarifs pratiqués par les opérateurs de communications électroniques au Togo et les autres pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), menée par l'institution, est sans appel. " Le benchmark a porté sur les offres mobiles (voix et data) et Internet fixe. Pour les offres mobiles, l'étude s'est intéressée aux forfaits mixtes, data, voix et aux tarifs des communications voix hors forfaits. Pour l'Internet fixe, l'étude s'est intéressée aux offres fibre à domicile (FTTH) ", fait savoir l'ARCEP.

Le décor

Selon l'ARCEP, pour les offres au tarif de base, le Togo se classe parmi les tarifs les moins élevés à la suite de la procédure de sanction de l'ARCEP pour le non-respect de la non-différenciation tarifaire " on-net/off-net ". Cependant, le trafic correspondant à ce tarif est faible (en moyenne 8%) chez les deux opérateurs et diminue chaque mois,



Le siège de l'ARCEP à Lomé

étant donné que la majorité des consommateurs préfèrent aujourd'hui les forfaits. Pour les forfaits, en entrée de gamme correspondant aux offres comprises entre 0 et 500 F CFA, on note que les consommateurs utilisent dans une large majorité ces offres, soit 97,6% du trafic forfait pour Moov Africa Togo et 87% pour Togo Cellulaire. La consommation des offres en milieu de gamme correspondant aux offres au-dessus de 500 F CFA et jusqu'à 5 000 F CFA, est de 2,4% du trafic forfait de Moov Africa Togo et 3,1% pour Togo Cellulaire. La part de la consommation du haut de gamme correspondant aux offres au-dessus de 5 000 F CFA, est de 9,9% pour Togo Cellulaire et quasi nulle pour Moov Africa Togo.

Trop chères...

A en croire l'ARCEP, les comparaisons ont été faites entre les tarifs au Togo et ceux des autres pays de la zone pour des offres identiques ou similaires. Ainsi, pour les forfaits data uniquement, le Togo se positionne, quelle que soit la gamme, parmi les tarifs les plus élevés de la zone avec des tarifs allant jusqu'à 25 fois plus chers que le meilleur

tarif de la zone. Pour les forfaits voix uniquement, les tarifs au Togo font partie des tarifs les plus élevés de la zone, allant jusqu'à 4 fois plus chers que le meilleur tarif de la zone. Pour les forfaits mixtes, l'analyse a porté sur la partie voix qu'offrent les opérateurs dans ces forfaits. Les comparaisons montrent que les tarifs au Togo se situent dans la moyenne régionale.

Pour les offres data FTTH en entrée de gamme correspondant aux offres inférieures à 25 Mbps, le Togo se situe parmi les tarifs les plus bas grâce à l'offre de 10 Mbps de GVA à 15 000 F CFA (38% des consommateurs togolais sont concernés par cette offre) ; En milieu de gamme correspondant aux offres de 25 à 50 Mbps, les tarifs de Togo Telecom et GVA s'inscrivent dans la moyenne régionale (60% des abonnés FTTH bénéficient de cette offre) ; En haut de gamme correspondant aux offres de 100 Mbps, les tarifs pratiqués au Togo font partie des plus élevés de la zone UEMOA (1% des abonnés FTTH bénéficient de cette offre).

" Pour les offres au tarif de base, les forfaits mixtes et les offres fibre à domicile (FTTH), les

tarifs au Togo s'inscrivent dans la moyenne régionale. En revanche, pour les forfaits data uniquement et voix uniquement, le Togo fait partie des tarifs les plus élevés de la zone ", conclut l'ARCEP.

Les (r)enseignements

L'étude de l'ARCEP fait ressortir que les forfaits data sont proposés par tous les opérateurs des pays de la région. Le Togo se positionne, quelle que soit la gamme, parmi les tarifs les plus élevés de la zone avec des tarifs jusqu'à 25 fois plus chers que les meilleurs tarifs de la zone. La comparaison entre Togocel et Free Sénégal, qui appartiennent au même groupe Axian, montre des tarifs de Togocel plus de 8 fois supérieurs aux tarifs de Free Sénégal. La même comparaison entre Moov Africa Togo et les autres filiales Moov, montre des tarifs de Moov Africa Togo plus chers jusqu'à 2,4 fois les meilleurs tarifs des autres filiales Moov. La seule offre du forfait data où le Togo est bien positionné est l'offre de 15 000 Fcfa de Togo Cellulaire.

Dans les forfaits mixtes, l'analyse a porté sur la partie voix qu'offrent les opérateurs dans ces forfaits. Les comparaisons des tarifs au Togo, avec ceux des autres pays de la zone pour des offres similaires, montrent que les tarifs au Togo se situent dans la moyenne régionale. Moov Africa Togo est plus cher que d'autres filiales, et pour d'autres offres, c'est l'inverse. Pour les offres fibre à domicile (FTTH), les tarifs au Togo s'inscrivent dans la moyenne régionale, quoique le tarif pour les 100 Mbps dépasse de 15 000 Fcfa, le tarif le plus bas de la zone.

ECONOMIE : Les activités de construction en hausse de 9,9% au 3^e trimestre 2021

Le secteur de la construction connaît au 3^e trimestre de 2021 une hausse de 9,9% du chiffre d'affaires, par rapport au trimestre précédent. Cette hausse s'explique par l'augmentation des activités de " Construction de bâtiments ", dont le chiffre d'affaires s'apprécie de 61,3%. En ce qui concerne les " Activités spécialisées de construction ", on note une nette hausse de 472,0% du chiffre d'affaires. Cependant, le rebond des activités de la construction est atténué par une baisse de 9,9% du chiffre d'affaires des activités relatives au "Génie civil ". En glissement annuel, l'activité de la construction s'apprécie et enregistre une augmentation du



Activités de construction

chiffre d'affaires de 19,3 en points de pourcentage.

L'activité de la " Construction de bâtiments " enregistre un rebond au 3^e trimestre de 2021,

avec une augmentation de 61,3% de son chiffre d'affaires, par rapport au 2^e trimestre de 2021. Comparativement au 1^{er} trimestre de 2021, l'activité replie et le chiffre d'affaires baisse de 19,6%. En

glissement annuel, l'activité de construction de bâtiments complets recule et son chiffre d'affaires baisse de 48,0%.

L'activité de " Génie civil " enregistre au 3^e trimestre de 2021, un repli évalué par une baisse de 9,9% de son chiffre d'affaires, comparativement au 2^e trimestre de 2021. Par rapport au 1^{er} trimestre de 2021, l'activité s'apprécie de 53,7% du chiffre d'affaires. Comparativement à la même période, il y a un an, le chiffre d'affaires de l'activité s'apprécie de 166,2%.

Contrairement au second trimestre de 2021, les " Activités spécialisées de construction " affi-

Suite à la page 6

EDUCATION : Validation du budget du PAQEEB

Après le lancement du processus de recrutement du personnel de l'unité de coordination (Coordonnateur de projet, Spécialiste en Gestion Financière, Spécialiste en Passation des Marchés, Spécialiste en suivi-évaluation, Auditeur Interne, Comptable, Assistant administratif, Chauffeurs) du Projet d'appui à l'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB), le ministère des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat (MEPSTA) vient de valider le budget annuel du Projet d'appui à l'amélioration de la qualité et de l'équité de l'éducation de base (PAQEEB) au Togo.

Le PAQEEB est cofinancé par le Partenariat Mondial pour l'Education (PME) et l'Association Internationale de Développement (IDA) pour un coût total de 60.6 millions de dollars US, pendant cinq ans, et est structuré en trois composantes, à savoir : " l'amélioration de la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ", " l'amélioration de l'accès équitable à l'éducation de base " et " le renforcement de la gestion et de la résilience du système éducatif ". Les actions prévues pour être mises en œuvre, surtout les activités qui sont envisagées pour la première année, ont été passées en revue et adoptées.

A terme, le PAQEEB prévoit la construction de 640 nouvelles salles de classe, et des ouvrages connexes incluant 20 forages, 1170 cabines de latrines, 55 blocs administratifs pour les secondaires, pour un montant de 5 860 000 000 de FCFA.

Les autres activités, inscrites



Prof Dodzi Kokoroko, ministre des Enseignements primaires et secondaires

dans ce projet, sont : Appui au fonctionnement des ENIs, ENS, INSE, FAST UK (révision des programmes des ENIs; formation des formateurs) ; formation continue et initiale des enseignants ; suivi et supervision des enseignants : Tirer parti des technologies numériques pour améliorer la qualité de l'enseignement et de l'apprentissage ; la poursuite de la réforme curriculaire (édition, reproduction, et distribution des manuels et guides - CE2, CM1, CM2); la réforme de la politique des manuels scolaires ; le projet d'établissement adossé à un Plan d'Amélioration de la Qualité pour 6,095 écoles primaires publiques (COGEP) pour atteindre des résultats sur l'équité, la qualité et l'engagement communautaire, le contrat de Performance entre les Inspections et DREs, avec un décaissement lié aux performances ; la subventions du Plan d'action des DRE pour améliorer l'encadrement, coaching et les performances des Inspections ; la mise en place d'environnements scolaires sécurisés et sensibles à la dimension du genre (i.e. infrastructures adaptées aux genres, etc.).

Il est aussi prévu le développement et la mise en place des codes

de conduites et des plans en vue de prévenir, identifier et atténuer les risques de violences basées sur le genre en milieu scolaire (VBGMS) ; le développement et la mise en place des programmes de santé scolaire (SH), afin d'améliorer les connaissances des élèves en matière de santé sexuelle et reproductive ; la mobilisation communautaire, en vue de sensibiliser les communautés sur l'importance de la scolarisation de la jeune fille et les risques de VBGMS.

La distribution des uniformes aux filles des 4 préfectures les plus défavorisées au primaire ; l'optimisation de la cellule focale genre du MEPSTA en vue d'une couverture déconcentrée dans toutes les régions ; la mise en place et le déploiement d'une plateforme d'enseignement à distance, destinée au MEPSTA (apprentissage et formation des enseignants) ; le pilotage de l'implantation d'un laboratoire scientifique et technologique pour une couverture des principaux centres éducatifs/collèges, le système d'Information et de Gestion des Ressources Humaines (SIGRH) ; le système National d'Evaluation de l'Apprentissage ; le système d'Informations et de Gestion de l'Education (SIGE).

" Ce projet s'investit dans le champ du renforcement des compétences des enseignants, par le biais de la formation et l'amélioration de l'accès équitable à l'éducation de base, en fournissant des mesures incitatives pour soutenir le groupe d'enfants le plus nécessiteux, en tenant compte des disparités entre les genres et les statuts socio-économiques et géographiques, avec un accent particulier sur les filles ", a précisé le Directeur de Cabinet.

Dans les détails, le projet permettra d'augmenter entre autres, le pourcentage d'élèves de 2e année, atteignant au moins un niveau minimal de compétence en lecture et en mathématiques dans les écoles bénéficiaires et le pourcentage d'enseignants du primaire dans les inspections ciblées, démontrant de meilleures pratiques d'enseignement en classe. Il est également prévu, en termes de résultats, une augmentation du taux d'achèvement du premier cycle du secondaire général et une opérationnalisation du système national d'évaluation de l'apprentissage, soutient-on au MEPSTA.

Il est à rappeler que le ministre des enseignements primaire, secondaire, technique et de l'artisanat, le Prof. Dodzi Komla KOKOROKO a reçu, le 25 octobre 2021, une délégation de la Banque Mondiale, conduite par M. Moustapha Lo, Chargé du Portefeuille Education pour le Togo. Les échanges ont tourné autour du démarrage du (PAQEEB). L'équipe de la BM et les cadres du MEPSTA, avaient évalué l'état de préparation des conditions d'entrée en vigueur, des clauses datées et des conditions du premier décaissement.

ZOZO

NATIONS UNIES : PLUS D'IMPACTS ATTENDUS AU TOGO EN 2022



En 2022, les interventions des agences onusiennes au Togo devront se caractériser par plus d'impact, notamment sur des priorités spécifiques, afin d'enregistrer davantage de résultats tangibles au bénéfice des populations. C'est l'une des orientations données cette semaine par le Premier ministre à l'ensemble du système des Nations Unies (SNU) au Togo. Les représentants de ces agences ont en effet échangé jeudi dernier à la Primature avec le Gouvernement. Si la rencontre a permis de faire le point sur les activités réalisées en 2021, des perspectives ont été tracées pour 2022.

Il s'agira notamment d'aligner la vision du SNU à celle de l'exécutif, notamment dans les secteurs de la santé, l'éducation, la digitalisation des principaux services publics comme l'établissement des certificats de nationalité, des actes de naissance, ou encore le raccordement à l'électricité.

L'objectif, a expliqué Victoire Dogbé aux fonctionnaires onusiens, est "de ne laisser personne pour compte, de réduire la perte d'énergies et de ressources et se focaliser sur les interventions pour atteindre les résultats tangibles".

Pour rappel, le Togo et les Nations Unies ont renouvelé en 2019, leur cadre de coopération pour cinq ans, soit jusqu'en 2023.

Source : @Republiquetogolaise.com

ALLÈGEMENT DES MESURES BARRIÈRES ?



Le Conseil scientifique va faire des recommandations en ce sens.

Les restrictions pourraient être allégées dans les jours à venir. Le Conseil scientifique va faire des recommandations en ce sens au gouvernement. Le seul à décider.

La situation épidémiologique semble s'améliorer. Ce qui plaide en faveur de mesures barrières moins contraignantes.

Les contaminations sont en baisse, les cas graves se comptent sur les doigts d'une main et Omicron semble moins actif que redouté.

Au Togo, comme ailleurs dans le monde, la population vit avec le Covid depuis 2 ans.

On peut comprendre sa lassitude.

Source : @Republiquetogolaise.com

Non aux coups d'Etat !

Les dirigeants africains ont condamné dimanche "sans équivoque" la récente "vague" de coups d'Etat sur le continent. Lors du sommet annuel de l'Union africaine (UA), où les discussions sur l'accréditation controversée d'Israël à l'organisation ont été reportées.

Les coups d'Etat qui ont secoué le continent durant l'année écoulée - le dernier au Burkina Faso il y a deux semaines - étaient un des sujets incontournables de l'agenda chargé de ce sommet, organisé dans la capitale éthiopienne Addis Abeba.

La réunion du Conseil de paix et de sécurité de l'UA a été l'occasion pour les dirigeants africains de "condamner sans équivoque (...)" la vague de changements anticonstitutionnels de gouvernements", a déclaré dimanche son responsable Bankole Adeoye.

L'UA "ne tolérera aucun coup d'Etat militaire sous quelque forme que ce soit", a-t-il ajouté, soulignant qu'"à aucun moment dans l'histoire de l'Union africaine, nous n'avons eu quatre pays suspendus en 12 mois: le Mali, la Guinée, le Soudan et le Burkina Faso". Dans un discours samedi, le président de la Commission de l'UA, Moussa Faki Mahamat, avait également évoqué la "funeste vague" de coups d'Etat et pointé des "liens de causalité connus" avec le terrorisme.

L'UA a en revanche choisi de ne pas afficher ses dissensions sur le sujet hautement sensible de l'accréditation d'Israël. Cette décision prise en juillet par Moussa Faki divise l'organisation.

Plusieurs Etats membres, dont l'Afrique du Sud et l'Algérie, s'en sont indignés, estimant que ce choix va à l'encontre des déclarations de l'organisation soutenant les Territoires palestiniens. Les



Photo de famille des dirigeants africains

deux pays ont fait pression pour inscrire ce sujet à l'ordre du jour du sommet. Un débat prévu dimanche après-midi a été "suspendu", ont indiqué des sources diplomatiques à l'AFP, et un comité va être créé "pour étudier la question".

Ce comité comprendra l'Afrique du Sud et l'Algérie, mais aussi le Rwanda et la République démocratique du Congo, qui soutiennent la décision de M. Faki, ainsi que le Cameroun et le Nigeria, selon les diplomates interrogés.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a estimé de lemedium2013@yahoo.fr

son côté que l'UA "a rejeté les tentatives de l'Algérie et de l'Afrique du Sud de révoquer l'acceptation de l'État d'Israël en tant qu'observateur", dans un communiqué indiquant que les conclusions du nouveau comité seront connues lors du prochain sommet de l'UA en 2023.

Ce report repousse l'éventualité d'un vote qui, selon de nombreux analystes, aurait pu provoquer une scission sans précédent dans l'histoire de l'UA, qui fête ses 20 ans.

Source :
@Republicoftogo.com

ZOZO

CAN 2021: LE SÉNÉGAL SUR LE TOIT DE L'AFRIQUE, POUR UNE PREMIÈRE...



Enfin une première étoile pour le Sénégal. Les Lions de la Teranga ont remporté la 33ème Coupe d'Afrique des Nations (CAN) TotalEnergie Cameroun 2021 hier à Yaoundé au Cameroun. Un triomphe acquis aux tirs but, 4 tirs à 2, face à l'Égypte. Après un nul et vierge au terme du temps réglementaire et des prolongations, le trophée de la CAN a choisi son camp, lors de la séance fatidique des tirs aux buts.

Le Sénégal aura de quoi se réjouir. Les Lions de la Teranga ont inscrit leur première étoile sur leur maillot, hier au Cameroun. Ils succèdent ainsi aux Fenecs d'Algérie. Finaliste malheureux de l'édition de 2019, le Sénégal rejoint le cercle fermé des pays vainqueurs de la CAN, dominé par l'Égypte (sept fois champion d'Afrique), et le Cameroun (cinq fois champion d'Afrique). Les Lions de la Teranga l'emportent finalement, aux tirs aux buts, 4-2 et confirme leur bon parcours dans cette compétition.

Dans cette finale qui était en réalité un duel entre les attaquants vedettes de Liverpool, Sadio Mané et Mohamed Salah, c'est le Sénégalais qui a pris le dessus sur le Pharaon. A l'entame de cette confrontation, Sadio Mané croyait lancer les siens dans cette finale sur pénalty matinal à la 7e minute, quand Abdelmonem a croché Saliou Ciss, mais le portier du Zamalek, Mohamed Abou Gabal, alias Gabaski sort le grand jeu et repousse le tir de l'attaquant sénégalais.

Toujours solides et surtout disciplinés tactiquement durant ce tournoi, les Pharaons ont encore une fois prouvé qu'ils sont fidèles à leurs principes. Malgré la domination territoriale des Sénégalais, durant toute rencontre, jamais ils n'ont trompé le portier du Zamalek, qui a maintenu son équipe jusqu'aux tirs aux buts. Les Égyptiens n'ont pas fait que défendre. La plus grosse occasion est à mettre à l'actif de Zizo, entré en jeu mais bien enraillée par le meilleur portier au monde, Édouard Mendy.

Si les tireurs égyptiens étaient impeccables en quarts puis demi, face respectivement à la Côte d'Ivoire et au Cameroun, ce ne fut pas le cas sur cette finale. Abdelmonem (2e tir) et Lacheen (4e tir) ont raté leurs tirs pour l'Égypte. Seul Bouna Sarr (3e) a manqué aussi son tir, côté sénégalais. C'est finalement Sadio Mané, le cinquième tireur, qui a envoyé tout le peuple sénégalais sur le toit de l'Afrique.

Le Sénégal inscrit ainsi sa première étoile sur son maillot. Après les finales de 2002 et de 2019 perdues, la troisième a été la bonne. Le Sénégal est le quinzième pays vainqueur de la CAN, dominé par l'Égypte (7 fois) et le Cameroun (5 fois).

À noter également un second triomphe de rang pour un sélectionneur local. Après Belmadi avec l'Algérie en 2019, Aliou Cissé écrit son histoire avec le Sénégal. Bravo aux champions. Rendez-vous en 2023 en Côte d'Ivoire pour la 34e édition de la CAN.

Palmarès de la CAN TotalEnergie Cameroun 2021, 32e édition :

Champion : Sénégal
Vice-champion : Égypte
3e place : Cameroun
Meilleur buteur : Vincent Aboubacar (8buts)
Meilleur joueur : Sadio Mané
Meilleur gardien : Édouard Mendy
@macie.info

CONSEIL DES MINISTRES DU 7 FÉVRIER :

Les grandes décisions de l'exécutif togolais

Le conseil des ministres s'est réuni à Kara ce lundi 07 février 2022, sous la présidence de son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, Président de la République. Au menu des travaux, le conseil a examiné deux (02) avant-projets de loi et trois (03) projets de décret.

Voici, le communiqué ayant sanctionné les travaux.

Communiqué du Conseil des Ministres Lomé, Lundi 7 février 2022

1. Le conseil des ministres s'est réuni ce lundi 07 février 2022 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

2. Le conseil a examiné deux (02) avant-projets de loi et trois (03) projets de décret.



Faure Gnassingbé, président le conseil des ministres

I. Au titre des avant-projets de loi,

3. Le conseil a examiné et adopté l'avant-projet de loi relative à la police des étrangers en République togolaise.

4. Le présent avant-projet de loi a pour objet principal d'actualiser les règles générales applicables à l'entrée, au séjour, à la circulation et à l'établissement des étrangers sur le territoire togolais.

5. Il prévoit en particulier une digitalisation du processus de

demande et d'établissement du visa et de la carte de séjour.

6. Ce texte, conformément à l'axe 3 de la feuille de route gouvernementale, contribue à la modernisation du pays et au renforcement de ses structures.

7. Le conseil a ensuite examiné et adopté l'avant-projet de loi uniforme relative à l'activité d'affacturation dans les Etats membres de l'Union monétaire ouest africaine (UMOA).

8. Cet avant-projet de loi s'inscrit dans le cadre des réformes

engagées par le gouvernement pour soutenir les Très petites, petites et moyennes entreprises (TPME) et a pour objectif de favoriser le développement de l'affacturation en tant qu'offre de financement adaptée aux problèmes de trésorerie des entreprises et en particulier, des TPME.

9. En effet, l'affacturation permet à une entreprise de confier la gestion de ses créances à une société financière afin d'obtenir des liquidités pour le financement de ses activités courantes.

II. Au titre des projets de décret,

10. Le conseil a examiné et adopté un projet de décret portant fixation du taux d'intérêt légal.

11. Ce projet de décret, élaboré conformément à la loi uniforme n°2014-021 du 20 novembre 2014, relative au taux d'intérêt légal dans les pays de l'UMOA, fixe le taux d'intérêt légal à 4% pour l'année 2022.

12. Le conseil a ensuite examiné et adopté un projet de décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement de la Direction de la Planification, des statistiques et du suivi-évaluation des Ministères

13. Ce décret vise à mettre en place des structures-types dans les ministères pour optimiser l'animation des fonctions de planification, de production des statistiques et de suivi-évaluation.

14. La création de ces directions contribuera à la mise en œuvre efficace et efficiente des politiques publiques sectorielles et de la feuille de route gouvernementale 2020 - 2025.

15. Le conseil a ensuite examiné et adopté un projet de décret portant création, organisation, composition et fonctionnement du conseil consultatif foncier.

16. Ce décret, pris en application du code foncier et domaniale, vise à mettre en place un cadre d'échanges et de concertations s'agissant des actions à privilégier en matière foncière et domaniale.

17. Ce conseil inclusif regroupe l'ensemble des parties prenantes de la politique foncière de notre pays.

Fait à Pya, le 07 février 2022
Le Conseil des Ministres



L'exécutif au complet lors des travaux du conseil...

...des ministres hier lundi à Kara

ECONOMIE : Les activités de constructions en hausse de 9,9% au 3è trimestre 2021

Suite de la page 4

chent une tendance haussière avec leur chiffre d'affaires qui s'apprécie de 472,0% par rapport au 2ème trimestre 2021.

Ce rebond est en lieu avec la hausse conjuguée du chiffre d'affaires des sous-branches " Travaux d'installation " (+547,6%) et des " Activités spécialisées de construction " (+541,0%). Par rapport au 1er trimestre de 2021, le chiffre des activités spécialisées de construction s'apprécie de 173,4%. En glissement annuel, la branche observe une appréciation de son chiffre d'affaires de 33,6 en point de pourcentage.

L'activité des services marchands au 3ème trimestre de 2021 connaît un recul de 2,2% par rapport au trimestre précédent. L'indice du chiffre d'affaires s'établit à 142,3 au 3ème trimestre de 2021 contre 145,5 au 2ème trimestre. Cette baisse s'explique par la baisse du chiffre d'affaires au niveau des branches " Information et communication " (-1,8%), " Activités spécialisées, scientifiques et techniques " (-30,4%), " Activités de services de soutien et de bureau " (-14,9%), " Activités

pour la santé humaine et l'action sociale " (-13,3%), " Autres activités de services N.C.A. " (-10,6%), et " Activités artistiques, sportives et récréatives " (- 1,1%) au cours de la période sous-revue. Le repli des activités est cependant atténué par une amélioration des activités des branches telles que " Activités immobilières " (+148,5%), " Enseignement " (+18,1%), " Transports et entreposages " (+5,2%) et " Hébergement et restauration " (1,9%). En glissement annuel, les activités des services marchands enregistrent une hausse de 14,9%.

Le secteur des " Transports et entreposage " connaît au 3ème trimestre de 2021 une appréciation de 5,2% du chiffre d'affaires par rapport au 2ème trimestre 2021. Cette hausse provient essentiellement de l'augmentation du chiffre d'affaires des activités " Transports aériens " (+30,9%), " Transports Terrestres " (+26,6%) et " Entreposage et activités des auxiliaires de transport " (+3,5%). Cette tendance haussière est atténuée par une baisse du chiffre d'affaires des " Activités de poste et de courriers " (-19,7%) et du "

Transport par eau " (- 10,9%). Par rapport au 1er trimestre de 2021, l'activité des " Transports et entreposage " s'apprécie de 14,4%. Comparé à la même période de l'année précédente, l'activité de " Transport et entreposage " connaît une augmentation de 10,0% de son chiffre d'affaires.

L'activité de l' " Hébergement et restauration " continue dans sa tendance haussière en enregistrant au troisième trimestre un léger rebond de 1,9% de son chiffre d'affaires par rapport au 2ème trimestre de 2021. Ce léger rebond s'explique principalement par une hausse du chiffre d'affaires des activités " Restauration et débits de boisson " (+16,8%).

En revanche, le chiffre d'affaires de l'activité de l' " Hébergement " baisse de 4,1% au cours de la période sous revue. Rapporté au 1er trimestre de 2021, l'activité de l' " Hébergement et restauration " connaît une hausse de 27,6%. En glissement annuel, l'activité de l' " Hébergement et restauration " s'apprécie de 38,6% de son chiffre d'affaires.



Les nouveaux tarifs de la Taxe sur les Véhicules à Moteur (TVM)

MOTOCYCLETTES

Cylindrée	Tarif (FCFA) 2022	Tarif (FCFA) des redevables de la TPU-TR*
Moto de plus de 125 cm ³	15 000	-
Moto à trois (03) roues	40 000	-

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE PERSONNES

Puissance fiscale	Tarif annuel (FCFA) 2022	Tarif annuel (FCFA) des redevables de la TPU-TR	Tarif trimestriel (FCFA) des redevables de la TPU-TR
Moins de 5 Cv	5 000	2 500	625
De 5 à 7 CV	10 000	5 000	1 250
De 8 à 11 CV	15 000	7 500	1 875
De 12 à 15 CV	20 000	10 000	2 500
De 16 à 20 CV	30 000	15 000	3 750
Plus de 20 CV	40 000	20 000	5 000

VEHICULES AFFECTES AU TRANSPORT DE MARCHANDISES & AUTRES

Puissance fiscale	Tarif annuel (FCFA) 2022	Tarif annuel (FCFA) des redevables de la TPU-TR	Tarif trimestriel (FCFA) des redevables de la TPU-TR
Moins de 5 Cv	20 000	10 000	2 500
De 5 à 7 CV	30 000	15 000	3 750
De 8 à 11 CV	40 000	20 000	5 000
De 12 à 15 CV	45 000	22 500	5 625
De 16 à 20 CV	50 000	25 000	6 250
Plus de 20 CV	55 000	27 500	6 875

La TVM est payable dans tous les centres des impôts sur toute l'étendue du territoire national et au guichet de l'OTR à la Direction des Transports Routiers et Ferroviaires (DTRF).

*TPU-TR : Taxe Professionnelle Unique des Transporteurs Routiers



BIMM!

Réabonne-toi et
passe à la formule
supérieure+



EASY 1 500F | FRIENDLY 5 000F

FAMILY 2 500F | TOUT NEW WORLD

* Sauf chaînes adultes

+228 99246669 / 92236262



UNE 1^{ÈRE} AU TOGO ! LA FIBRE TOGOCOM PARTOUT À LOMÉ ET À CINKASSÉ, DAPAONG, KARA, SOKODÉ, ATAKPAMÉ, KPALIMÉ, ANÉHO & TSÉVIÉ



Démandez votre fibre
en agence Togocom !



TOGOCOM CHANGE POUR VOUS

togocom.tg

